

Toutefois la mise en œuvre de cette adaptation nécessitera :

- 1- d'avoir l'engagement d'un porteur de projet, présentant des garanties à mettre en œuvre l'ensemble des mesures de réduction/compensation, élaborées dans le cadre du projet d'amélioration foncière.

- 2- la mise en place d'une organisation et d'un suivi des opérations par des opérateurs qualifiés en travaux d'amélioration agricole pour garantir que le traitement des andains se fera conformément au protocole et dans le souci de la préservation des intérêts agricoles.

6- Modalités financières de mise en œuvre du présent protocole

Les modalités financières de mise en place du présent protocole sont les suivantes :

- Les prestations nécessaires à l'élaboration des dossiers seront financées par les porteurs de projet.
- Le fonctionnement de l'observatoire sera financé selon des modalités à définir par les parties ayant un intérêt à la valorisation des matériaux issus des andains. Les matériaux seront récoltés et déposés sur un compte spécifique au nom de la SAFTER par chacun des porteurs de projet.

Les affectations des sommes collectées seront validées par le Conseil d'administration de la SAFTER

Fait à Saint Denis le ...

GUIDE DE BONNES PRATIQUES

CONVENT - CADRE D'ELABORATION

En 2014, il a été constaté une recrudescence des opérations d'exploitation de matériaux rocheux issus d'andains, notamment pour approvisionner en matériaux le chantier de la nouvelle route du littoral. La plupart de ces opérations n'étant pas encadrées réglementairement, au-delà des actions de « police », et compte tenu des enjeux en termes de protection des biens et des personnes et de l'environnement, il a semblé opportun aux services de l'Etat de rappeler le cadre dans lequel les opérations de valorisation agricoles par enlèvement ou réduction d'andains peuvent être conduites et d'examiner avec les acteurs agricoles et les entreprises utilisant les matériaux des andains les moyens et l'organisation à mettre en place pour faciliter et accompagner les opérations de valorisation agricole par enlèvement ou réduction d'andains respectueuses de l'environnement et du cadre de vie.

En préambule, il convient de rappeler que la valorisation des périmètres agricoles à usage agricole grâce à l'enlèvement d'andains est une orientation qui figure au Schéma Départemental des Carrières afin d'accompagner la sole agricole.

L'orientation n° 1 du Schéma Départemental des Carrières relative à la valorisation de matériaux non issus de carrières, inscrit le principe suivant :

« Dans le cadre de la protection des terres agricoles dans les zones concernées, le principe d'une compensation en termes de surface d'andains à enlever avant été affecté dans le schéma des carrières 2001 pour les extractions dans les alluvions (Pierrefonds, Bras-Franco, Rivière de l'Est). Ces mesures de compensation, qui doivent être techniquement et économiquement supportables par les carrières, doivent être définies dans l'étude d'impact des demandes concernées.

Il serait également souhaitable de procéder à l'enlèvement des andains générés par la mise en culture des nouveaux périmètres irrigués pour valoriser les périmètres agricoles ainsi créés. Cette opération pourrait être réalisée par le maître d'ouvrage de la mise en culture qui mettrait les andains à la disposition des utilisateurs potentiels sur des terrains spécialement affectés à cet usage, classés comme stations de transit de matériaux au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Enfin, conformément aux objectifs du SDC 2001, est recommandée la promotion des premières opérations exemplaires d'enlèvement d'andains agricoles et la mise en place d'un réseau d'échange d'informations et de savoir-faire en la matière (diffusion de plaquettes, de films vidéo, etc.) »

Compte tenu des enjeux associés à ce type d'opération, notamment en termes de maîtrise de l'érosion des sols et des écoulements ou de pollutions multiples, qu'elles soient brutes (effets de chocs lors des fortes pluies) ou chroniques (dégradation progressive de la qualité des milieux, et d'impacts potentiels sur les milieux naturels, aquatiques et terrestres), ces travaux doivent être conduits avec méthode et précaution dans le cadre d'une démarche qui intègre l'ensemble de ces aspects et s'appuie notamment sur :

- les préconisations formulées par le guide des bonnes pratiques agricoles de La Réunion (DMAF), d'octobre 2010,

<http://www.dmafr.fr/guide-des-bonnes-pratiques>

- les préconisations formulées par le guide sur les modalités de gestion des eaux pluviales à La Réunion (DEAL), octobre 2012,

http://www.reunion.developpement-durable.gouv.fr/andains-sur-les-modalites-de-gestion-des-eaux-pluviales.html?cid_rubrique=126